

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

19 NOVEMBRE 2003

Proposition de loi modifiant l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992

(Déposée par M. Didier Ramoudt)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend, en en actualisant les développements, le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 27 décembre 2001 (doc. Sénat, n° 2-996/1).

Depuis plusieurs années déjà, l'extension rapide des autoroutes de l'information est au centre des thèmes abordés dans les médias spécialisés comme dans les médias généralistes. Cette extension s'accompagne d'une série de grands défis sociaux, économiques, démocratiques et culturels. Il est donc nécessaire que les différents niveaux politiques réfléchissent au moyen de mettre ces technologies nouvelles au service d'un projet social ambitieux et novateur.

Veiller à ce que toutes les parties concernées soient associées à l'utilisation du potentiel technique et, surtout, à celle des applications dérivées constitue, par rapport à ces défis, une exigence démocratique élémentaire, et ce d'autant plus que les pouvoirs publics jouent un rôle déterminant dans le développement de la société de l'information. Les principaux défis à cet égard touchent directement le citoyen et le travailleur.

Concrètement, la société de l'information est censée se développer sur la base du mariage de l'informatique et des télécommunications. Compte tenu de l'évolution rapide des autoroutes de l'information, le nombre d'informations diffusées ne

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

19 NOVEMBER 2003

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 104 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

(Ingediend door de heer Didier Ramoudt)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt, met een geactualiseerde toelichting, de tekst over van een voorstel dat reeds op 27 december 2001 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-996/1).

Reeds verscheidene jaren is de snelle uitbreiding van de informatiesnelweg een centraal thema in zowel de gespecialiseerde media als de publieksmedia. Aan die uitbreiding zijn aanzienlijke maatschappelijke, economische, democratische en culturele uitdagingen verbonden. Het is dan ook noodzakelijk dat de verschillende beleidsniveaus zich erover beraden hoe ze de nieuwe technologieën ten dienste kunnen stellen van een ambitieus en vernieuwend maatschappelijk project.

In het licht van die uitdagingen is het een elementaire democratische vereiste dat alle betrokken partijen deelnemen aan het gebruik van het technische potentieel en vooral aan de daarvan afgeleide toepassingen, te meer daar de overheid bij de ontwikkeling van de informatiemaatschappij een doorslaggevende rol speelt. De belangrijkste uitdagingen in dat verband raken de burger en de werknemer rechtstreeks.

Concreet wordt de informatiemaatschappij geacht zich te ontwikkelen op basis van een huwelijk tussen de informatica en de telecommunicatie. Het feit dat ingevolge de snelle evolutie van de informatiesnelweg steeds meer informatie wordt verspreid, betekent

cesse d'augmenter, mais cela ne signifie pas pour autant que ces informations soient accessibles à la majorité de nos concitoyens. Un des principaux défis auxquels sont confrontés les pouvoirs publics consiste donc à créer le cadre nécessaire en vue de garantir que les informations essentielles intéressant le citoyen et les entreprises seront accessibles à un public aussi nombreux que possible.

La crise du secteur des TIC a de quoi étonner. L'on achète de moins en moins d'ordinateurs, d'équipements périphériques et d'ordinateurs de poche. Les ventes d'ordinateurs durant le premier semestre de 2003 se chiffrent à 317 000, soit une baisse de 12 % par rapport au premier semestre de 2002. Or, il faut remarquer que 2002 n'avait déjà pas été une bonne année non plus.

La Belgique ne figure pas dans le peloton de tête des pays européens en ce qui concerne la détention et l'utilisation d'ordinateurs. Seul un ménage sur trois dispose d'un PC. Nos voisins néerlandais atteignent 43% tandis que la Suède arrive en tête des pays européens avec 56%. De plus, on n'a constaté aucune augmentation du nombre de détenteurs d'ordinateurs dans notre pays entre 2001 et 2002. La Belgique est également à la traîne en ce qui concerne l'utilisation de l'internet. Alors que des pays comme les Pays-Bas et la Suède dépassent les 60 %, la Belgique n'atteint que 38,5 %.

Un autre obstacle est le lien que l'on constate entre la possession des «nouveaux médias» et le statut socioéconomique: le nombre de propriétaires d'un PC augmente à mesure que croissent le degré d'instruction et le niveau de revenu. On peut noter que l'âge est un autre facteur important: plus on avance dans la pyramide des âges, plus le nombre d'utilisateurs de PC diminue. La démocratisation de la détention d'ordinateurs et, partant, de l'accès à l'information et de l'utilisation de celle-ci sont des éléments indispensables pour combler le fossé culturel qui sépare les diverses couches de la population. Ce flux d'information est capital pour les pouvoirs publics, notamment dans le cadre du développement de l'administration en ligne.

Plusieurs pays ont déjà pris des initiatives pour encourager les gens à avoir un PC chez eux. Ainsi les Pays-Bas et les pays scandinaves ont-ils déjà lancé avec succès un projet «PC privé».

Le système néerlandais repose sur l'article 23, point *d*), de la loi de 1964 relative à l'impôt sur les revenus, qui dispose que la fourniture et la mise à disposition d'ordinateurs et d'équipements périphériques ainsi que le remboursement du coût de ce matériel ne constituent pas un revenu du travail pour autant que la valeur économique des ordinateurs et des périphériques pris ensemble n'excède pas 5 000 florins pour l'année civile en cours et les deux années civiles précédentes. De plus, rien ne peut donner à

geenszins dat die informatie toegankelijk is voor de meerderheid van de bevolking. Voor de overheid bestaat een van de belangrijkste uitdagingen er dan ook in het noodzakelijke kader te creëren om waarborgen te kunnen bieden dat de essentiële informatie die voor de burger en de bedrijfs wereld van belang is, voor een zo breed mogelijk publiek toegankelijk wordt.

Opmerkelijk is de slabakkende ICT-sector. Er worden steeds minder computers, randapparaten en zakcomputers gekocht. Tijdens de eerste jaarhelft van 2003 werden 317 000 computers verkocht wat neerkomt op een daling van 12 % ten opzichte van de eerste kwartaalhelft van 2002. Men moet hier opmerken dat ook 2002 geen goed jaar was.

België is geen koploper in Europa wat betreft het computerbezit en -gebruik. Slechts één op drie gezinnen beschikt over een PC. Bij onze noorderburen loop dat percentage op tot 43, Zweden spant in Europa de kroon met 56%. Tussen 2001 en 2002 viel er in ons land bovendien geen stijging van het computerbezit te noteren. Ook met betrekking tot het internetgebruik hinkt België achterop. Waar men in Nederland en Zweden meer dan 60 % haalt, valt in België slechts 38,5 % te noteren.

Een bijkomende hindernis is het feit dat het bezit van de zogenaamde nieuwe media gerelateerd is aan de sociaal-economische status. Hoe hoger de opleiding en hoe hoger het inkomen, hoe meer PC-bezit. Ook leeftijd speelt hierbij een rol: hoe ouder, hoe minder PC-bezit. De democratisering van het computerbezit en dus ook van de toegang tot en het gebruik van informatie is noodzakelijk om de culturele kloof tussen de verscheidene bevolkingslagen te overbruggen. Die informatiestroom is voor de overheid van essentieel belang, onder meer bij de ontwikkeling van e-government.

In een aantal landen zijn reeds initiatieven genomen om het bezit van een computer thuis te stimuleren. Zo is in Nederland en in de Scandinavische landen met succes het «PC thuis»-project ingevoerd.

Het Nederlandse systeem was vervat in artikel 23, punt *d*), van de wet op de inkomstenbelasting 1964 dat uit de inkomsten uit arbeid uitsluit, de verstrekking en terbeschikkingstelling van computers en bijbehorende apparatuur, alsmede vergoedingen van de kosten daarvan, voor zover de waarde in het economische verkeer van de computers en de apparatuur tezamen in het kalenderjaar en de twee voorafgaande kalenderjaren niet meer bedraagt dan 5 000 gulden. Bovendien mag het niet aannemelijk zijn dat deze

penser que ces ordinateurs et équipements périphériques ne servent pas en partie à acquérir des revenus du travail. L'exonération fiscale porte donc sur les ordinateurs et les équipements périphériques, tels que les modems, les imprimantes et les fax, qui sont fournis au contribuable ou mis à sa disposition par la personne allouant les revenus ou dont le coût est remboursé par cette personne.

Étant donné que notre pays, contrairement aux pays voisins, compte un grand nombre de PME, l'adoption du concept de PC privé sur le modèle étranger ne permettrait toutefois pas d'atteindre l'objectif visé. C'est pourquoi la présente proposition de loi opte pour une autre forme d'exonération fiscale en vue de stimuler l'acquisition d'un PC. Concrètement, il est proposé d'inclure dans la liste des dépenses déductibles, figurant à l'article 104 du Code des impôts sur les revenus 1992, les dépenses que le contribuable a exposées pour l'achat de matériel TIC et dont il peut justifier la réalité et le montant au moyen d'une facture. Il est proposé de limiter la déduction à un montant de 500 euros par an et de 2 000 euros sur une période de cinq ans.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 104, 10^o, du Code des impôts sur les revenus 1992, abrogé par la loi du 28 décembre 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 10^o les dépenses que le contribuable a exposées pour l'acquisition de matériel TIC et dont il peut justifier la réalité et le montant au moyen d'une facture. La déduction est limitée à un montant de 500 EUR par an et de 2 000 EUR sur une période de cinq ans. »

15 octobre 2003.

computers en apparatuur niet mede in verband met het verwerven van de inkomsten uit arbeid worden gebruikt. De belastingvrijstelling heeft aldus betrekking op computers en bijbehorende apparatuur, zoals modems, printers en faxen, die door diegene van wie de inkomsten worden genoten aan de belastingplichtige worden verstrekt, ter beschikking gesteld of vergoed.

Aangezien er in ons land, in tegenstelling tot de ons omringende landen, veel KMO's gevestigd zijn, zou het invoeren van het «PC thuis"-concept naar buitenlands model echter zijn doel missen. Daarom wordt in dit wetsvoorstel een alternatieve vorm van fiscale vrijstelling gekozen met de bedoeling het verwerven van een PC te stimuleren. Concreet wordt voorgesteld om de uitgaven die de belastingplichtige heeft gedaan voor de aankoop van ICT-hardware en waarvan hij de echtheid en het bedrag verantwoordt door middel van een factuur, op te nemen in de lijst van de aftrekbare bestedingen in artikel 104 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Er wordt voorgesteld om de aftrek te beperken tot een bedrag van 500 euro per jaar en 2 000 euro over een periode van vijf jaar.

Didier RAMOUDT.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 104, 10^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, opgeheven bij de wet van 28 december 1992, wordt hersteld in de volgende lezing :

« 10^o de uitgaven die de belastingplichtige heeft gedaan voor de aankoop van ICT-hardware en waarvan hij de echtheid en het bedrag verantwoordt door middel van een factuur. De aftrek is beperkt tot een bedrag van 500 EUR per jaar en 2 000 EUR over een periode van vijf jaar. »

15 oktober 2003.

Didier RAMOUDT.